

CROUZET : LES ÉLUS D'ALÈS AGGLO DÉNONCENT UNE OPÉRATION FINANCIÈRE SCANDALEUSE

« Inacceptable », « scandaleux », « un coup financier », ... Les élus d'Alès Agglomération ne cachent pas leur colère face à l'attitude du PDG de Crouzet venu, de manière tout à fait confidentielle, lundi 18 janvier à Alès, pour expliquer "calmement" les raisons de la fermeture du site d'Alès, loin d'être en difficulté : l'argent. Christophe Rivenq, président d'Alès Agglo, a envoyé un courrier au Premier Ministre pour dénoncer un comportement de « voyou » en pleine crise sanitaire.

Le soi-disant Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) de Crouzet semble n'être qu'une simple opération financière en fin de compte. « *C'est davantage un PSA (Plan de Sauvegarde des Actionnaires) qu'un PSE* », exhorte Christophe Rivenq, président d'Alès Agglo.

64 emplois sur le carreau alésien

64 emplois sont menacés de disparaître d'ici 2022. 27 devraient être relocalisés au siège, à Valence, 5 chez des sous-traitants et 32 personnes subiraient un licenciement sec.

David Arragon, actuel PDG de Crouzet (propriété du fonds d'investissements LBO France), est venu discrètement, lundi 18 janvier, rencontrer les élus alésiens non pas pour trouver des solutions, mais bien pour expliquer, « *sans l'ombre d'un tressaillement* » dira Jilil Benadbillah, que le site alésien devait fermer afin d'apporter au groupe 3 M€ d'économies par an.

« *La crise sanitaire ne doit pas servir à faire du business. L'argent de l'État et ses aides tel que le CICE, ses prêts garantis et les efforts consentis par le personnel comme par la collectivité pour maintenir l'entreprise dans le giron du deuxième pôle industriel d'Occitanie, ne peuvent être dévoyés de la sorte. C'est purement et simplement scandaleux* », a dénoncé Christophe Rivenq.

Les élus font bloc face à un comportement de « voyou »

L'ensemble des élus de l'Agglo, les parlementaires Gaillard et Chapelier comme la présidente de la Région, Carole Delga, sont unanimement sur la même longueur d'ondes devant le même constat : Crouzet à Alès affiche un résultat de 15 M€ avec un bureau d'études et une production reconnus par les principaux acteurs des secteurs aéronautique, industriel, médical et militaire. « *Avec un carnet de commandes plein, des clients comme Safran, Airbus ou le ministère de La Défense, et dans la période que nous traversons, où de nombreuses entreprises sont aidées par l'État pour maintenir leur activité, et non pas pour profiter de la situation, ce comportement de voyou est tout simplement inacceptable.* »

Une lettre au Premier Ministre Jean Castex

Les élus alésiens sont restés ouverts à toute sortie de crise positive bien que l'attitude du PDG de Crouzet ne laisse que peu d'espoirs à une issue favorable pour les 64 emplois menacés. Un courrier déplorant cette situation et demandant que l'État intervienne pour annuler ce PSE a été envoyé au cabinet du Premier Ministre Jean Castex.